

L'an mil neuf cent quatre-vingt-huit.
Le cinq janvier.

Devant Maître Georges MONJOIE, Notaire à Namur, à l'intervention de Maître Yves GILLIEAUX, Notaire à Charleroi.

ONT COMPARU

Monsieur
analyste, né à Namur, le
te cinq, divorcé non-remarié, domicilié à Nalinnes,

Ci-après dénommé "le vendeur".

Lequel nous a, par les présentes, déclaré **VENDRE** sous la garantie ordinaire de fait et de droit pour quitte et libre de toutes dettes, charges privilèges et hypothèques généralement quelconques à :

M

Ci-après dénommée "l'acquéreur".

Acquéreur ici présent et qui déclare accepter expressément le bien ci-après décrit, savoir:

NAMUR-TROISIEME DIVISION - JAMBES-PREMIERE DIVISION

Dans un immeuble à appartements multiples dénommé "RESIDENCE BEAUMONT", sis rue du Pont des Ardennes, 6/14, sur terrain cadastré section B numéro 361 pour une contenance d'après cadastre de neuf ares soixante deux centiares, et d'après titre ancien de neuf ares soixante et un centiares soixante décimètres carrés :

1) L'appartement dénommé B1, sis au premier étage, au centre, à gauche en regardant la façade de l'immeuble, et qui comprend :

a) en propriété privative et exclusive :

Un hall, un vestiaire, un water-closet, une cuisine, un balcon, une terrasse, un living, un dégagement, une salle de bains, trois chambres à coucher et la cave numéro CINQ (5) sise au sous-sol;

b) en copropriété et indivision forcée :

- TRENTE-SIX MILLIEMES (36/1000) des parties communes générales dont le terrain;

- CINQUANTE-SIX MILLEME (56/1000) des parties communes spéciales appartement.

- CENT DOUZE MILLIEMES (112/1000) des parties spéciales gauches.

2) Le garage numéro QUATRE (4) sis au sous-sol, et qui comprend :

a) en propriété privative et exclusive :

Le garage proprement dit;

b) en copropriété et indivision forcée :

HUIT MILLIEMES (8/1000) des parties communes générales dont le terrain.

ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur comparant aux présentes,
est propriétaire dudit bien tant pour l'avoir recueilli dans
la succession de ses auteurs, Monsieur
négociant, et son épouse Madame , sans profes-



P 150231

sion, décédés à Namur respectivement
et le d

tante, que pour lui avoir été attribué aux termes d'un acte du notaire soussigné en date du seize février mil neuf cent quatre vingt un, transcrit audit Bureau des Hypothèques à Namur le cinq mars suivant, volume 9356 numéro 8, intervenu entre lui-même et ses co-indivisaires, savoir : 1)

sans profession, épouse de Monsieur
à Namur, et 2) Madame F
fession, épouse de Monsieur J

Les époux C, préqualifiés, en étaient propriétaires pour l'avoir acquis de : 1) La société anonyme "GULF OIL BELGIUM", à Anvers, et 2) la société de personnes à responsabilité limitée "SOCIETE DE CONSTRUCTIONS METALLIQUES, TRAVAUX ET ENTREPRISES GENERALES", en abrégé "COMETRENT", à Bruxelles, aux termes d'un acte reçu par Maître Adolphe MONJOIE, Notaire à Namur, le vingt sept février mil neuf cent soixante deux, transcrit au Bureau des Hypothèques à Namur le huit mars suivant, volume 6352 numéro 12.

Ledit bien appartenait auxdites sociétés, savoir :

-les constructions, à la société de personnes à responsabilité limitée "COMETRENT", pour les avoir fait ériger de ses deniers suite à un acte de renonciation au droit d'accession consentie par la société anonyme "GULF OIL BELGIUM" reçu par le notaire MONJOIE précité le vingt deux février mil neuf cent soixante, transcrit audit Bureau des Hypothèques le vingt neuf avril suivant, volume 6131 numéro 30.
-le terrain, à la société anonyme "GULF OIL BELGIUM", pour l'avoir acquis de l'Etat Belge suivant acte passé par Monsieur Jean HENRY, Receveur des Domaines, en date du dix mars mil neuf cent cinquante huit, transcrit audit Bureau des Hypothèques le quinze du même mois, volume 5915 numéro 14.

L'Etat Belge en était propriétaire depuis plus de trente ans à dater des présentes.

CONDITIONS

1. L'acquéreur aura la propriété et la jouissance dudit bien à compter de ce jour, la jouissance par possession réelle, à dater de ce jour.
2. Il en paiera à compter de ce jour toutes les taxes et impositions généralement quelconques mises ou à mettre sur ledit bien, à dater du premier janvier écoulé, et toutes charges de copropriété,
3. Il en jouira dans l'état dans lequel il se trouve avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes continues ou discontinues qui peuvent l'avantager ou le grever, sans aucune garantie de ce chef non plus que du chef d'erreur dans la contenance susindiquée, la différence en plus ou en moins excédât-elle un vingtième devant faire profit ou perte pour l'acquéreur.
4. Ce dernier sera tenu de continuer tout contrat d'assurance en cours garantissant les bâtiments vendus contre les risques de l'incendie à moins qu'il ne préfère résilier le contrat et en payer la prime de dédit.
5. L'acquéreur devra se soumettre et se conformer aux règlements en vigueur sur les bâtisses et l'urbanisme et à

Aux Termes de
réplément, j'ai
à divorce pour
consentement mutuel
de vingt cinq
mil neuf cent quatre
vingt un intervenu
entre le vendeur et
Madame Mon
Clara Bodart-
Fournier, la prop
de l'Etat Belge et
qui confirme son
son chef
Rendu Approuvé



toutes dispositions prescrites et à prescrire par les autorités compétentes de telle manière que le vendeur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

Aucune construction, ni aucune installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation ne peut être édiflée sur le bien objet des présentes (partie non bâtie) tant que le permis de bâtir n'a pas été délivré par les autorités compétentes.

6. Un acte de base réglant le statut immobilier de l'immeuble dont fait partie le bien présentement vendu et contenant notamment les réserves relatives aux mitoyennetés, les clauses spéciales et servitudes et auquel sont annexés le règlement de copropriété et les plans a été dressé par le notaire Adolphe MONJOIE à Namur, à l'intervention de Maître Joseph WAUTERS, Notaire à Anvers, le vingt deux février mil neuf cent soixante, prévanté dans l'origine de propriété.

Les acquéreurs devront se conformer en tous points aux stipulations dudit acte de base, et en imposer le respect et l'exécution à leurs héritiers, ayants-droits, successeurs et locataires.

Tous actes translatifs ou déclaratifs de propriété, de jouissance ou autres en ce compris les baux devront contenir mention expresse que le nouvel intéressé a une parfaite connaissance de l'acte de base susvanté et de ses annexes et qu'il s'engage à le respecter en tous points ainsi que les décisions qui seront prises ultérieurement par les assemblées générales des copropriétaires. *ou à venir*

7. Les frais des présentes et de leurs suites sont à charge de l'acquéreur.

8. PRIX La présente vente est consentie et acceptée pour et moyennant le prix principal de DEUX MILLIONS TROIS CENT CINQUANTE MILLE francs, lequel le vendeur déclare et reconnaît avoir reçu à concurrence de DEUX CENT TRENTE CINQ MILLE francs antérieurement aux présentes, dont quittance d'autant pouvant faire double emploi avec toute autre délivrée pour le même objet, et le solde présentement en un chèque tiré sur la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, dont quittance.

Si le prix est payé par virement, chèque ou transfert la quittance n'est donnée que sous réserve d'encaissement et sans novation.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Monsieur le Conservateur des Hypothèques compétent est expressément dispensé de prendre inscription d'office pour quelque cause que ce soit lors de la transcription des présentes.

DECLARATIONS POUR LE FISC

Lecture a été donnée par le notaire soussigné des dispositions de l'article deux cent trois du Code des droits d'enregistrement premier alinéa, ainsi conçu : "En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes une amende égale au droit éludé. Celle-ci est due indivisiblement par toutes les parties".

En outre après avoir été éclairé par le notaire instrumentant sur la portée des articles cinquante-trois et sui-

vants du Code des droits d'Enregistrement, l'acquéreur déclare ne pas remplir les conditions pour bénéficier de la réduction ou de la restitution des droits d'enregistrement.

Le vendeur déclare qu'il est propriétaire des biens présentement vendus depuis plus de cinq ans et qu'il ne remplit pas les conditions pour bénéficier de la restitution des droits d'enregistrement prévue à l'article deux cent douze du Code des droits d'enregistrement.

Après avoir donné lecture des articles 61, paragraphe 6 et 73 paragraphe 1, du Code de la Taxe sur la Valeur ajoutée le notaire soussigné a demandé au vendeur, qui le reconnaît:

a) s'il est, ou a été, assujetti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

b) s'il n'a pas cédé, dans les cinq ans précédant la date des présentes, un bâtiment avec application de cette taxe, conformément à l'article huit, paragraphes 2 ou 3, du dit code;

c) s'il ne fait pas partie d'une association de fait ou d'une association momentanée immatriculée comme assujettie pour le même code.

A toutes ces questions, il a été répondu négativement par le vendeur.

ETAT CIVIL

Le notaire soussigné certifie exacte l'identité susénoncée des parties au vu des pièces officielles produites.

DONT ACTE

Fait et passé à Namur, en l'Etude.

Et lecture faite, les parties ont signé avec Nous, Notaires

Approuvé la rat
de vingt-trois
nuls.

Enregistré à NAMUR /

le onze janvier 1900. contre vingt huit

Vol. 983 F. 13. C. 02. dense. des renvois

Reçu dense cent cinquante trois mille sept cent cinquante francs

Le Receveur,

(283 750 F)

BELLEFROID